



CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

*organisée par l'Union interparlementaire
Genève, 7 et 8 mai 2009*

DECLARATION DE CLOTURE DU PRESIDENT DE LA CONFERENCE M. THEO-BEN GURIRAB

Genève, 8 mai 2009

Nous avons eu deux jours de débats intenses et riches. Nous nous sommes intéressés aux causes de la crise économique, à son évolution probable et à la meilleure manière d'y remédier. Nos débats ont été enrichis par les interventions de plusieurs orateurs invités et experts qui nous ont fait profiter de leurs connaissances et de leur sagesse. Nous avons évoqué les mesures d'urgence nécessaires ainsi que les mesures à prendre à moyen et long terme. Nous avons débattu du rôle qui est le nôtre en tant que parlementaires, et de ce que les gouvernements et la communauté internationale peuvent faire.

Il n'est pas possible de rendre compte de tout ce qui s'est dit dans une brève déclaration de synthèse, aussi inclusive soit-elle. Un rapport complet vous sera envoyé avec un résumé des débats et exposés d'ici un mois. Aussi vais-je axer ma déclaration finale à ce stade sur quelques orientations qui, me semble-t-il, ont recueilli votre adhésion.

Premier point, pour régler la crise dans l'immédiat, il faudra déboursier des fonds de relance extrêmement conséquents. Il faut relancer l'économie, créer des emplois, réparer le système financier, rétablir la confiance et donner une impulsion forte au commerce et à l'investissement. Pour reprendre les conclusions du G20 tenu à Londres le mois dernier, nous devons bâtir une reprise inclusive, verte et durable, et cela demandera des fonds considérables.

La crise économique et financière trouve son origine dans l'économie des pays les plus avancés et les premiers plans de sauvetage sont, pour la plupart, mis en œuvre par ces pays. Toutefois, la crise touche tous les pays et en particulier les pays en développement et les pays les moins avancés, qui n'y sont pour rien.

Les membres du G20 ont admis que ces pays avaient besoin d'être aidés. Ce qui signifie qu'il faut tenir les engagements déjà pris à diverses reprises.

Deuxièmement, nous avons tous insisté sur la nécessité d'une régulation accrue du secteur financier. Il faut que le système bancaire soit beaucoup plus transparent, tant au plan interne que vis-à-vis de l'extérieur, qu'il ne l'a été jusqu'à présent. De même, il faut mieux encadrer les agences de notation de crédit et les soumettre à des contrôles afin de veiller que les informations qu'elles publient ne soient pas trompeuses.

Troisièmement, l'emploi doit être au cœur du débat. La santé de l'économie mondiale ne doit pas être mesurée à l'aune de la reprise des marchés boursiers mais plutôt en fonction du

redressement des marchés du travail, lesquels doivent proposer des emplois assurant une subsistance et respectant la dignité du travail.

Quatrièmement, notre discussion a porté en bonne partie sur les institutions financières internationales et sur la nécessité de les réformer. Il a été dit que les prêts accordés par le Fonds monétaire international ne devaient plus être assortis des clauses traditionnelles de conditionnalité et qu'ils ne devaient pas être accordés au détriment de la protection sociale.

Nous, parlementaires, devons concourir à la conception d'un nouveau système qui soit mieux adapté aux aspirations les plus profondes des citoyens. Nous devons veiller à ce qu'il y ait une interaction beaucoup plus étroite des parlements avec les institutions financières internationales, ceci afin d'exercer un contrôle parlementaire plus fort.

Cinquièmement, il nous faut admettre que la crise financière mondiale affecte différemment les femmes et les hommes et que les femmes sont plus durement touchées. La crise risque non seulement de figer ces inégalités enracinées mais il est probable qu'elle va même les exacerber, et que les femmes vont s'enliser un peu plus dans la pauvreté. Or, les femmes sont un élément moteur de notre économie, formelle et informelle, et les solutions à la crise doivent donc miser sur leur potentiel, reconnaître leur contribution et promouvoir l'égalité des sexes. Au Parlement, nous devons faire en sorte que les politiques et programmes qui sont mis au point pour faire face à la crise tiennent compte de la nécessaire égalité entre les sexes et de la participation politique des femmes, et qu'ils s'appuient sur des instruments tels que la budgétisation de genre.

Contrairement à ce que d'aucuns croient, cette crise n'est pas irréversible. De fait, elle peut être l'occasion de réaliser de réels progrès dans nos sociétés, de remédier aux inégalités et déséquilibres existants et de bâtir de nouveaux systèmes basés sur l'inclusion, la transparence et la bonne gouvernance. Nous devons nous appuyer sur notre rôle d'élus pour nourrir l'optimisme que cela suppose.

Chers collègues,

Les tâches qui attendent nos gouvernements pour réformer en profondeur nos systèmes financiers et forger un monde moins prédisposé aux crises, sont colossales. Comme nous l'avons constaté durant ces deux journées, nous, parlementaires, sommes intéressés au premier chef à la réussite de toute réforme. Le meilleur type de soutien que nous pouvons apporter à nos gouvernements consiste, en fait, à en contrôler strictement l'action. A mesure que s'appliqueront les réformes - elles prendront des années et non pas des mois - nos congénères dépendront de nous tant pour être tenus pleinement informés des évolutions accomplies que pour être assurés que leurs vues et aspirations seront dûment prises en compte.

Je vous remercie.